

**ASSOCIATION FRANÇAISE
DE L'ASSURANCE**



**Assurances de biens
et de responsabilité**

Etude

Avril 2014

L'assurance des catastrophes naturelles en 2012

A S S O C I A T I O N
F R A N Ç A I S E
D E L ' A S S U R A N C E

Ce document est la propriété exclusive de la FFSA et du GEMA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de la FFSA ou du GEMA.

Direction des études et des statistiques FFSA-GEMA
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09
E-mail : statdom@ffsa.fr
www.ffsa.fr - www.gema.fr

LES CATASTROPHES NATURELLES EN 2012

SYNTHESE

Le montant des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles* progresse de 4,8 % en 2012 pour s'établir à 1 486 M€.

Malgré la hausse de 17,5 % de la charge des prestations en 2012, le résultat du compte technique augmente de 17 M€ pour s'établir à 68 millions d'euros, correspondant à 4,6% des cotisations de l'année.

La sinistralité enregistrée sur le seul exercice 2012 a été très clémente ; le rapport sinistres à primes s'améliore de 22 points par rapport à 2011 pour s'établir à 28% correspondant à une charge de sinistres de 420 M€.

Deux départements ont été durement touchés par les inondations en 2012 : la Meurthe-et-Moselle (S/P de 312%) a connu des pluies torrentielles qui ont provoqué des inondations en mai dont le coût pour les assureurs est estimé à 40 M€. De son côté, le département des Hautes-Pyrénées enregistre un S/P de 299% suite aux inondations survenues au mois d'octobre.

L'exercice 2012 a par ailleurs subi des dégâts consécutifs à une sécheresse dont le coût final pourrait dépasser 200 M€ et qui n'apparaît pas encore dans les comptes vus en fin de 1ère année.

Fin 2012, l'évaluation du coût global de la sécheresse atteint 5,6 Mds d'euros, ce qui représente 33 % du total des indemnités versées par le régime catastrophes naturelles depuis sa mise en place en 1982.

Les résultats de l'exercice 2013 seront moins favorables. En effet, si la France n'a pas subi d'événements naturels majeurs, de nombreux événements de moyenne ampleur ont touché la France, et à titre d'exemple les inondations du sud-ouest et plus particulièrement Lourdes au mois de juin sont évaluées à 270 millions d'euros.

**cf. définition du régime des catastrophes naturelles page suivante*

CHIFFRES CLES

⇒ Données comptables

◆ Evolution 2012/2011 des cotisations	+ 4,8 %
◆ Evolution 2012/2011 de la charge des prestations (Tous exercices de survenance)	+ 17,5 %
◆ Solde du compte C1 (en % des cotisations)	+ 4,6 %
◆ Solde du compte C1	+ 68 M€
◆ Evolution 2012/2011 du solde du compte C1	+ 17 M€
◆ Provisions d'égalisation des assureurs directs	167 M€
Provisions CCR	2 512 M€

⇒ Sinistralité

◆ Fréquence des sinistres	0,6 ‰
◆ S/P (vu en fin de première année)	28 %
◆ Evaluation du coût de la sécheresse (vu fin 2012)	5,6 milliards d'€

PRESENTATION

Le régime légal des catastrophes naturelles

Aux termes de la loi initiée en juillet 1982, sont considérés comme effets des catastrophes naturelles « les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises » (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre.

Les dommages causés par le vent ont été définitivement écartés du champ d'application du régime des catastrophes naturelles par la loi du 25 juin 1990. En effet, cette loi a permis la généralisation de la garantie tempête en rendant obligatoire la couverture des dommages résultants des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones pour toute personne détentrice d'un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie.

En assurant ses biens contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol..., l'assuré est automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles. La garantie catastrophes naturelles prévoit la prise en charge des dommages matériels causés aux biens assurés et à eux seuls. Elle joue seulement si un arrêté interministériel paru au Journal officiel constate l'état de catastrophe naturelle.

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de la FFSA et du GEMA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : Données comptables	p. 3
1. Poids économique et évolution	p. 3
2. Résultats comptables	p. 4
PARTIE 2 : Analyse de la sinistralité sur la période 1982-2012	p. 9
1. Comparatif international	p. 9
2. Evénements survenus en 2012	p. 10
3. Analyse de la sinistralité depuis 1982	p. 13
4. Les inondations	p. 17
5. La sécheresse	p. 19
6. Résultats départementaux catastrophes naturelles cumulés 1988-2012	p. 22
ANNEXES :	p. 27
1. Les résultats comptables et techniques.....	p. 28
2. Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés	p. 34

1^{ERE} PARTIE : DONNEES COMPTABLES



Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2012 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1486 millions d'euros, représentant 3,0 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

♦ Evolution des cotisations depuis 7 ans (primes nettes)

Source : Etats comptables C1

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations* (en M€)	Variation (en %)
2005	1 323	+ 2,4
2006	1 322	- 0,2
2007	1 349	+ 2,0
2008	1 377	+ 2,1
2009	1 338	- 2,8
2010	1 351	+ 1,0
2011	1 418	+ 5,0
2012	1 486	+ 4,8

* Depuis 1995, les chiffres donnés sont les chiffres officiels complétés par une estimation pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

♦ Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés

Source : états comptables C1

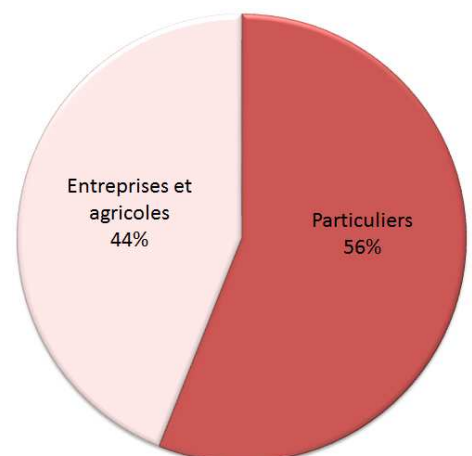
La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

↳ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

↳ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut 0,5 % sur la garantie dommages en automobile.

Son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.

La répartition des cotisations est estimée à 835 M€ pour les particuliers et 651 M€ pour les professionnels (y compris risques agricoles soumis au régime des catastrophes naturelles).



2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1

Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne.

2.1. Principaux postes du compte de résultat technique

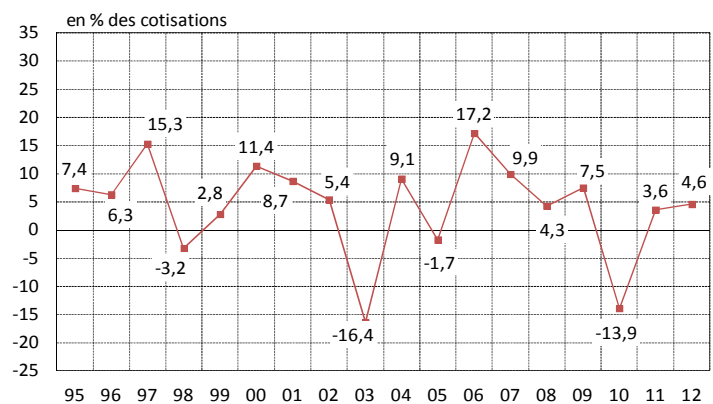
Poste	2009		2010		2011		2012	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 338	100	1 351	100	1 418	100	1 486	100
● Produits financiers alloués	60	4,5	65	4,8	48	3,4	46	3,1
● Charge des Prestations*	578	43,2	1 445	106,9	645	45,5	758	51,0
⇒ dont Sin. payés (nets de recours)*	708	52,9	1 432	106,0	677	47,8	605	40,7
⇒ dont Dot. aux provisions pour sinistres**	- 130	- 9,7	94	7,0	-32	-2,3	138	9,3
⇒ dont Dot. aux provisions techniques	0	0,0	- 81	-6,0	0,0	0,0	15	1,0
● Frais d'acquisition	147	11,0	144	10,7	147	10,4	152	10,2
● Frais d'administration	79	5,9	85	6,3	86	6,1	92	6,2
● Charge de la réassurance	483	36,1	-87	-6,4	511	36,0	442	29,8
➔ Résultat technique	100	7,5	-188	-13,9	51	3,6	68	4,6

(*) Y compris les frais de gestion des sinistres

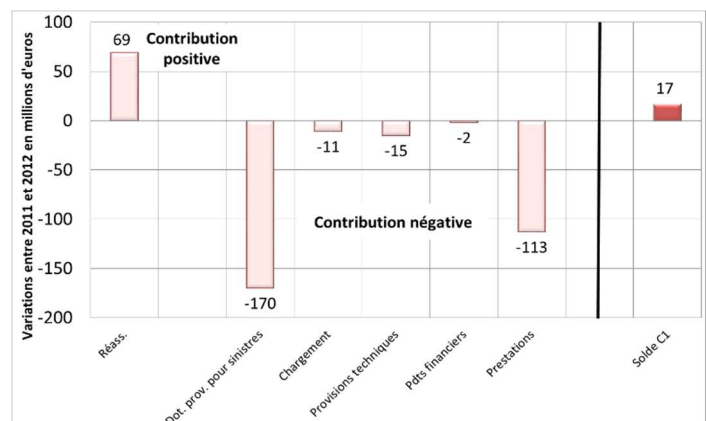
(**) Dotations nettes de recours

Malgré la hausse de 17,5 % de la charge des prestations en 2012, le résultat du compte technique augmente de 17 M€ pour s'établir à 68 millions d'euros, correspondant à 4,6% des cotisations de l'année.

♦ Evolution du solde technique depuis 1995 (en % des primes nettes)



♦ Contribution des différents postes du compte de résultat technique (en termes de différentiel en millions d'euros 2011-2012)



Dans un contexte d'une sinistralité 2012 très clémente, la hausse des prestations est à rapprocher des malis de liquidation de l'exercice 2011 consécutifs à la forte sécheresse. De ce fait, la progression du résultat technique provient pour l'essentiel de la baisse de la charge de réassurance (- 13,5 %).

2.2. La sinistralité

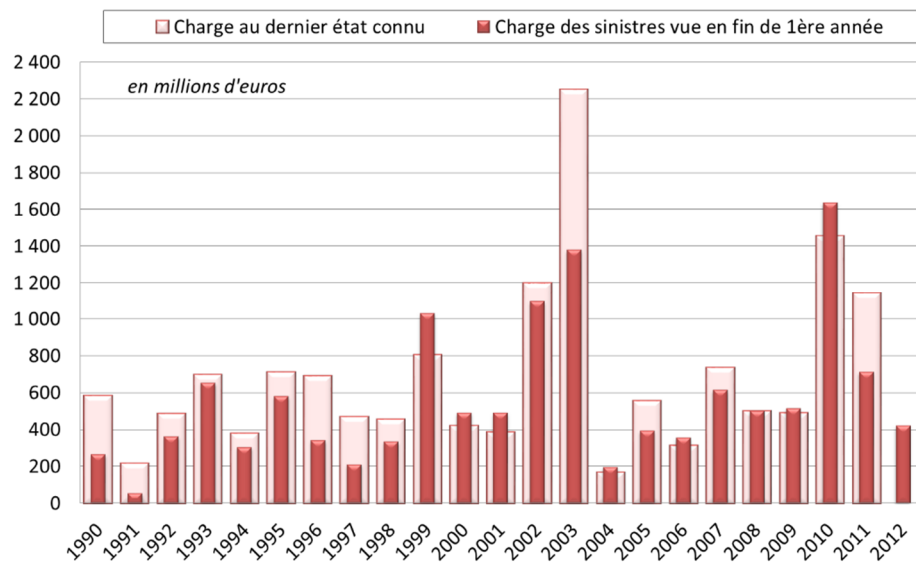
♦ Evolution de la charge des sinistres

La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 758 millions d'euros en 2012. Cette charge se répartit en :

- 605 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- 138 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres nettes de recours ;
- 15 millions d'euros au titre des dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques).

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2012 est évaluée quant à elle à 420 millions d'euros.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1^{er} inventaire et au dernier état connu).



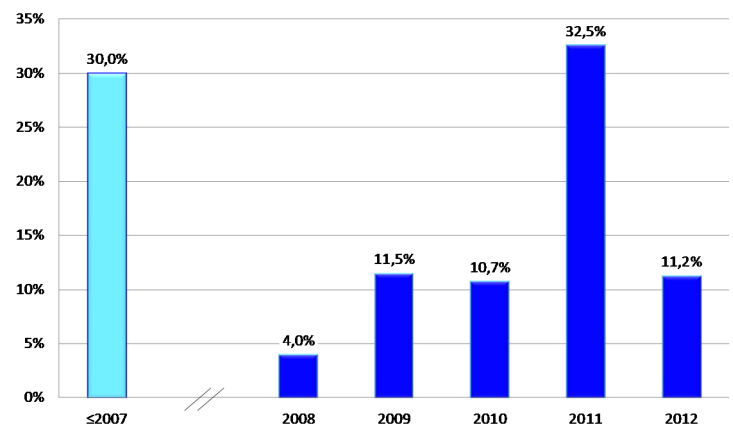
On remarque l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1^{er} inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 60 % et celle de 2005 de 40%.

♦ Répartition de la charge des sinistres payés

Hors sinistres sécheresse, la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée les premières années. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2007 et antérieurs concernent-ils essentiellement la sécheresse.

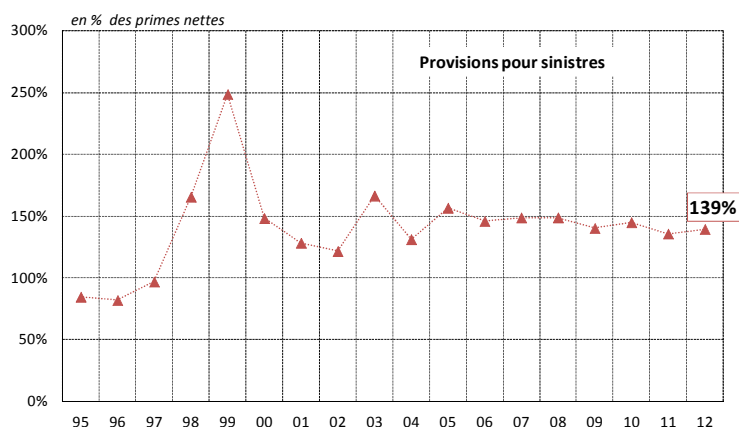
Près de deux tiers des paiements effectués en 2012 concernent des événements survenus avant 2008 (30%) et en 2011 (32,5%).

Source : Etats C11



♦ *Evolution des provisions de sinistres (stock au 31/12 de l'année n en % des primes)*

En 2012, le stock de provisions pour sinistres s'établit à 2 071 M€ en hausse de 7,6 % par rapport à celui vu fin 2011. Il correspond à 1,39 fois le montant des primes nettes de l'année, proportion relativement stable depuis 2005.



2.3. Liquidation de la charge des sinistres catastrophes naturelles

Nota : l'historique depuis 1984 de ces tableaux se trouve en annexe.

♦ *Triangle des rapports sinistres à primes (en %)*

Source : états comptables C10

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1 ^{ère} année	30	27	46	36	38	121	50	28
2 ^{ème} année	25	24	47	41	31	117	80	
3 ^{ème} année	31	25	48	40	36	108		
4 ^{ème} année	41	24	47	37	36			
5 ^{ème} année	42	24	47	36				

Tous exercices confondus, les comptes 2012 enregistrent un mali de liquidation d'environ 330 M€ sur les exercices antérieurs (montant extrapolé à 100 % du marché national), trouvant principalement son origine dans la réévaluation des sinistres survenus en 2011 (sécheresse).

♦ *Part des paiements réalisés dans l'ensemble de la charge (au dernier état connu)*

Source : états comptables C10

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1 ^{ère} année	14	10	26	22	18	58	10	19
2 ^{ème} année	39	39	56	64	45	79	24	
3 ^{ème} année	36	42	64	74	47	89		
4 ^{ème} année	35	52	74	84	59			
5 ^{ème} année	49	62	81	90				
Coût global (derniers états connus en M€)	555	315	640	500	490	1 455	1 140	420

Deux facteurs influencent de façon essentielle la liquidation de la charge des sinistres :

- l'aspect plus ou moins tardif dans l'année des principales catastrophes naturelles (ex : les inondations de novembre 2011 dans le sud de la France).
- la part des indemnités des sinistres liés à la sécheresse (exemple : l'exercice 2005).

2.4. Les provisions d'égalisation

♦ Les provisions d'égalisation (en M€)

Source : états comptables C1 (autres provisions techniques à la clôture) et rapport annuel de la CCR

Le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs vu fin 2012 est en légère augmentation par rapport à 2011 ; il représente 11,2 % des cotisations émises.

En millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012
Assureurs directs	246	240	156	158	167
CCR	1 697	2 026	1 932	2 259	2 512

2.5. La réassurance

♦ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

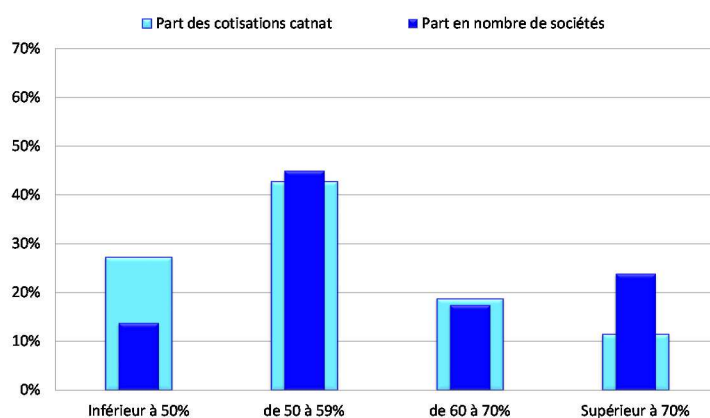
Source : états comptables C1. Avertissement : les données ci-après ne sont pas corrigées des cessions intra-groupe.

La part des cotisations catastrophes naturelles cédées aux réassureurs reste stable en 2012 à 56,9 % soit 846 M€.

(en %)	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Part des cotisations cédées aux réassureurs	59,8	58,0	58,6	55,4	57,0	56,9

♦ Répartition des sociétés d'assurances en fonction de la part des cotisations cédées aux réassureurs en 2012

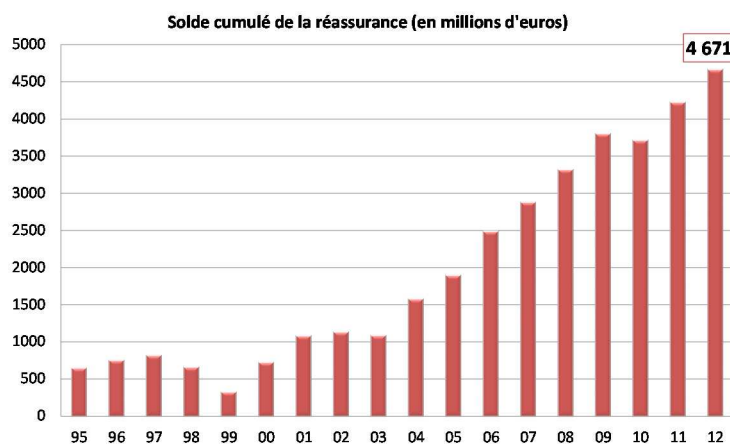
Près de la moitié des sociétés analysées (45%) cèdent entre 50 et 60 % de leurs primes ; elles représentent 42,7 % du chiffre d'affaire de la branche.



♦ Evolution du solde cumulé de la réassurance

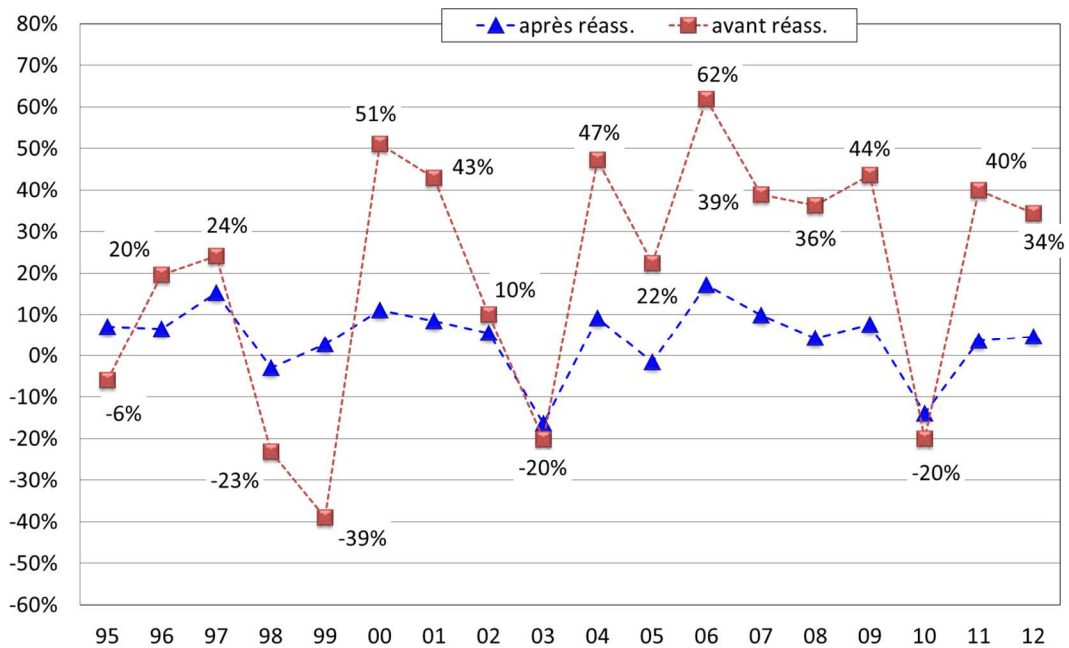
Source : états comptables C1

Après deux années de faible sinistralité, le solde cumulé (primes cédées – charges) de la réassurance des catastrophes naturelles a augmenté de 953 M€ depuis 2010 pour s'établir à 4,7 milliards d'euros, soit une hausse de 25,6%



♦ *Impact de la réassurance sur le résultat technique*

Source : états comptables C1



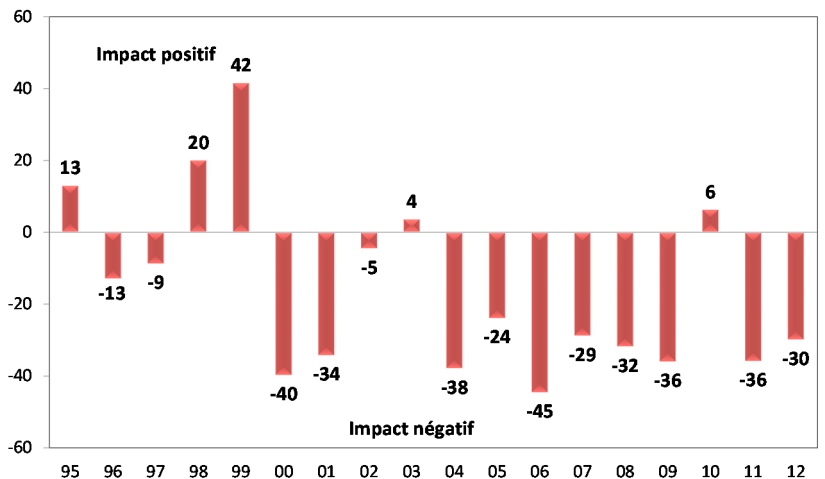
Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

♦ *Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable*

Source : états comptables C1

L'impact de la réassurance est exprimé en différentiel de points sur le ratio combiné comptable.

Lecture : en 2010, la réassurance a permis d'améliorer de 6 points le ratio combiné comptable.



A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000). En effet, le taux de surprime est passé de 9 à 12 %, hausse à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

2^{EME} PARTIE : ANALYSE DE LA SINISTRALITE CATASTROPHES NATURELLES SUR LA PERIODE 1982-2012



1. COMPARATIF INTERNATIONAL

Source : Swiss Ré – Sigma n° 2/2013

En 2012, 168 catastrophes naturelles majeures ont été recensées dans le monde, elles représentent 71 milliards de dollars de dommages assurés et ont fait 9000 victimes ⁽¹⁾.

➤ Les catastrophes naturelles les plus coûteuses en 2012 dans le monde

Date/début	Événement	Pays	Victimes ⁽¹⁾	Domage total (en millions de \$)	Domages assurés (en millions de \$)
24/10/2012	Ouragan Sandy	USA	237	70 000	35 000
15/07/2012	Sécheresse dans la Corn Belt	USA	123	15 000	11 000
Mai 2012	Tremblements de terre (M _w 5.9 et 5.7), répliques	Italie	26	16 600	1 622
26/08/2012	Ouragan Isaac	USA	40	2 600	1 600
Juin 2012	De fortes pluies provoquent des inondations (deux événements)	Royaume-Uni	1	1 600	813
23/11/2012	De fortes pluies provoquent des inondations	Royaume-Uni	4	1 630	813

⁽¹⁾ Morts ou disparus

Environ 10 à 15 milliards USD ont été indemnisés au titre des dommages dus aux inondations causées par l'ouragan Sandy. Les dommages assurés aux bâtiments résidentiels ont été causés à parts presque égales par les vents et les inondations. Les dommages assurés aux bâtiments commerciaux étaient causés, pour 65 – 70 %, par les inondations.

➤ Les 10 catastrophes naturelles les plus coûteuses dans le monde depuis 1970

Dans cet historique des catastrophes naturelles les plus coûteuses enregistrées depuis 1970, huit ont eu lieu dans les deux dernières décennies.

Date	Événement	Pays	Domages assurés en millions de \$ (constant 2012)
25/08/2005	Ouragan Katrina	USA, Bahamas, Atlantique Nord, golfe du Mexique	76 254
11/03/2011	Séisme (M _w 9.0), tsunami	Japon	35 735
24/10/2012	Ouragan Sandy	USA	35 000
23/08/1992	Ouragan Andrew	USA, Bahamas	26 180
17/01/1994	Séisme de Northridge (M _w 6.6)	USA	21 685
06/09/2008	Ouragan Ike	USA, Caraïbes, golfe du Mexique	21 585
27/07/2011	Mousson, inondations	Thaïlande	15 315
22/02/2011	Séisme (M _w 6.3), répliques	Nouvelle-Zélande	15 315
19/10/2005	Ouragan Wilma	USA, Mexique, Jamaïque et Haïti	14 772
20/09/2005	Ouragan Rita	USA, Cuba, golfe du Mexique	11 869

Les dommages causés par le passage d'un ouragan incluent à la fois ceux dus à l'onde de tempête et aux inondations.

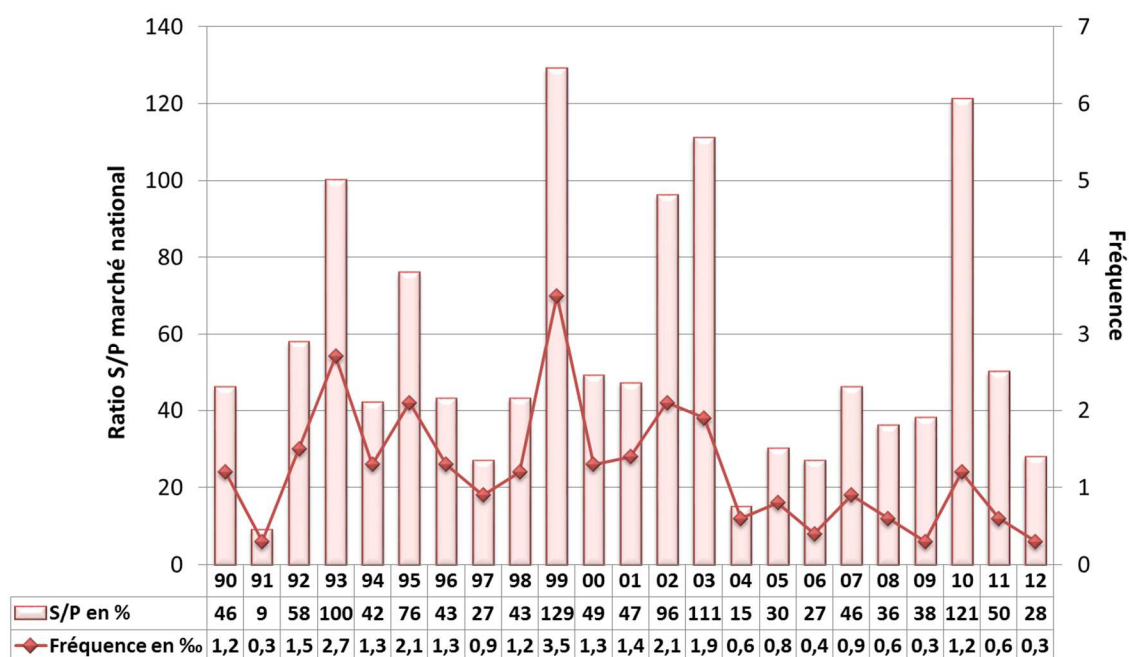
2. EVENEMENTS SURVENUS EN 2012

Les résultats présentés dans cette partie sont issus de l'enquête spécifique annuelle réalisée auprès des sociétés adhérentes à la FFSA-GEMA. 32 sociétés ont transmis leurs résultats, elles représentent 77 % des cotisations perçues par le marché national. Ces données sont par ailleurs complétées par l'exploitation de l'historique des arrêtés catastrophes naturelles (source CCR).

2.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1^{ère} année)

Nota : Le ratio S/P provient des états comptables C10, la fréquence est celle issue de l'enquête FFSA-GEMA.

La fréquence 2012 des sinistres catastrophes naturelles (au niveau France entière) continue de baisser pour s'établir à 0,3 ‰.



Le ratio S/P s'établit quant à lui à 28 %, en baisse de 22 points par rapport à celui de 2011 (50 %).

2.2. Fréquence et coût moyen des sinistres (par exercice de survenance vu en fin de 1^{ère} année)

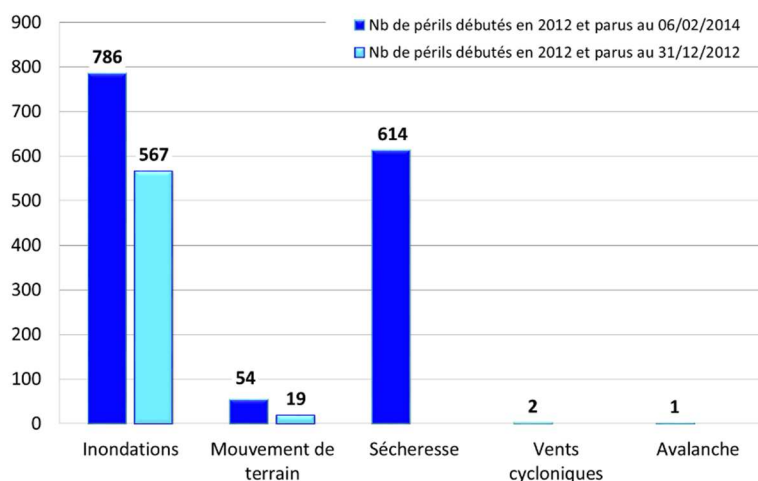
Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Fréquence des sinistres (en ‰)	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3
Sinistre moyen (en milliers d'euros)	10,4	6,4	6,0	11,5	6,8	8,6	8,3	24,3	10,8	8,4

♦ *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2012*

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

En 2012, plus de la moitié des communes sinistrées l'ont été à cause des inondations, vient ensuite la sécheresse (42,2 % des périls). Mais à fin 2012, aucun arrêté sécheresse n'était encore paru.



* Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

2.3. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

Les montants et pourcentages ci-dessous sont exprimés par exercice de survenance.

Coût individuel (en K€)	% des dossiers					% sur l'ensemble des indemnités				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
- de 1,5	30,7	34,4	23,8	35,6	40,1	2,0	2,0	0,6	2,5	2,2
1,5 à 15	61,9	58,2	51,5	55,0	52,0	41,9	31,4	11,9	25,5	32,6
15 à 75	5,9	5,9	18,2	6,9	6,5	22,9	23,5	26,7	23,0	25,5
75 à 150	1,0	0,9	3,9	1,6	0,9	11,9	12,0	17,3	15,1	11,2
150 et +	0,5	0,6	2,5	0,9	0,5	21,3	31,1	43,5	33,9	28,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

En 2012, les sinistres supérieurs à 150 000 euros sont peu nombreux et ont coûté un peu moins d'un tiers des indemnités. Les sinistres dont le coût est compris entre 1 500 et 15 000 euros représentent plus de la moitié des dossiers et près d'un tiers des indemnités.

2.4. Résultats par catégorie d'assurés

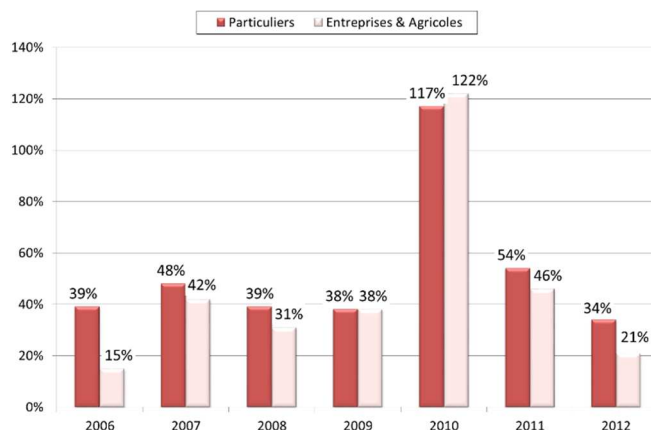
♦ *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

Nota : dommages aux biens hors automobile

	Fréquence des sinistres (en %)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Particuliers	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	6,7	6,5	17,3	8,2	5,9
Entreprises et agricoles	0,6	0,6	1,7	1,1	0,4	24,3	11,6	63,4	33,0	25,6

♦ *Ratios S/P (en %) vus en fin de première année*

Sur l'ensemble de l'exercice 2012 le ratio S/P s'établit à 28 %, et respectivement à 34 % et 21 % pour les particuliers et les entreprises. La charge correspondante est de 285 M€ pour les particuliers et 135 M€ pour les entreprises y compris agricoles.

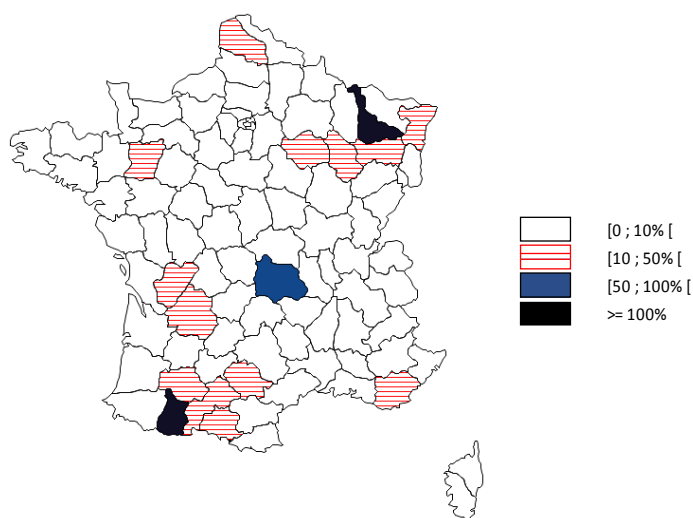


2.5. Ventilation géographique des résultats de l'exercice

♦ *Rapport S/P par département en 2012*

Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 60 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale.

En 2012, le rapport S/P maximum en métropole s'établit à 312 % pour le département de la Meurthe-et-Moselle, ce département ayant connu des pluies torrentielles qui ont provoqué des inondations en mai 2012. De son côté, le département des Hautes-Pyrénées enregistre un S/P de 299 % suite aux inondations survenues au mois d'octobre.



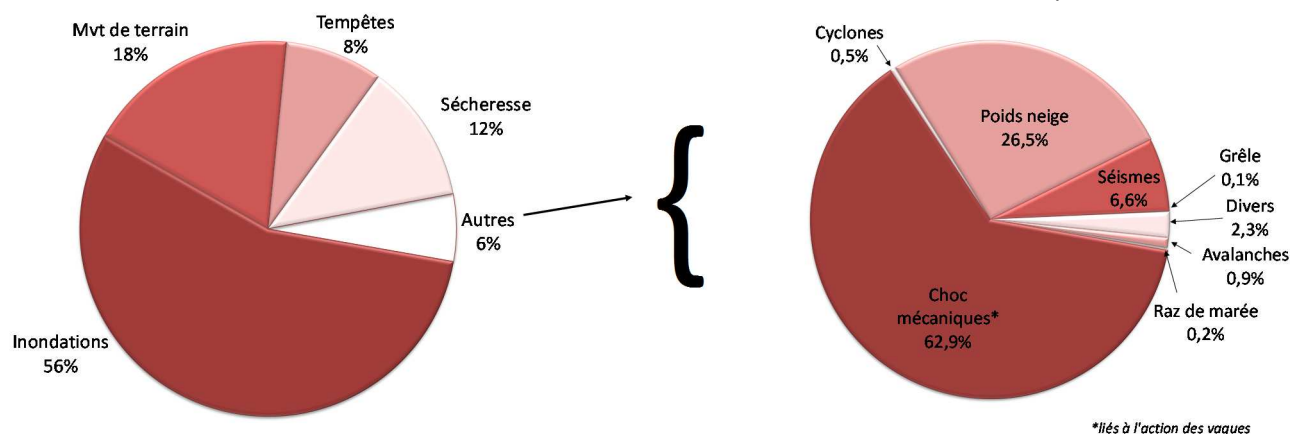
3. ANALYSE DE LA SINISTRALITE DEPUIS 1982

3.1. Dénombrement des communes sinistrées depuis 1982

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 06 février 2014

♦ Répartition des arrêtés par nature de périls (cumul 1982-2012)

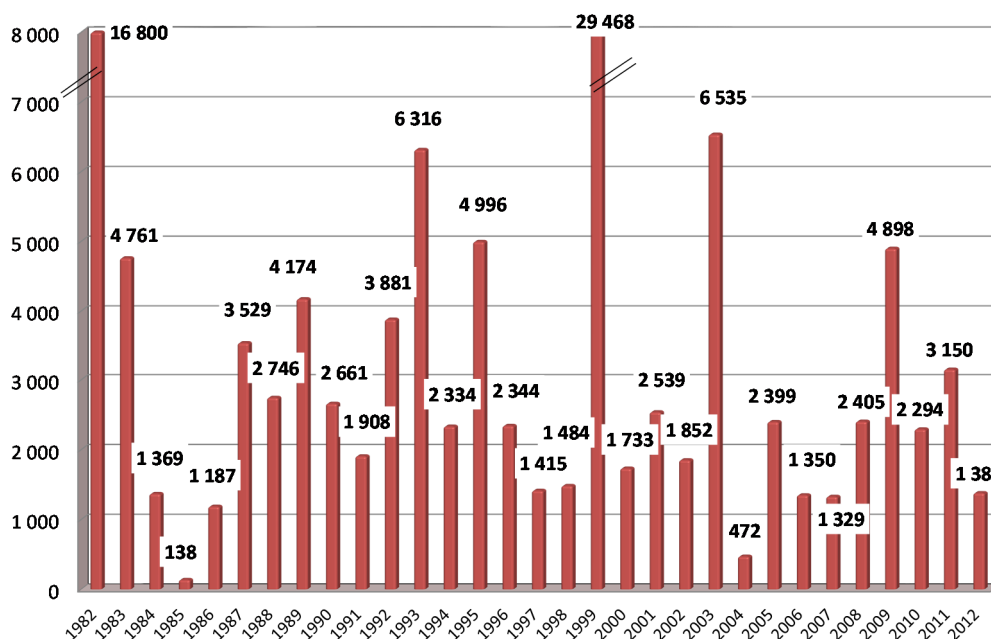
Nota : une commune sinistrée est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.



Hors sinistres Tempête Grêle Neige, les inondations représentent 62 % des arrêtés publiés.

♦ Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982

Nota : une commune sinistrée est comptée une seule fois par année, mais elle peut être sinistrée plusieurs années et sera donc comptée plusieurs fois. De ce fait, le total depuis 1982 s'établit à 123 848 communes sinistrées (tous types de périls répertoriés).



Au total, sur les 36 571 communes que comptabilise la France, 99,6 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.

♦ Les modulations de franchise

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).

Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1er et 2ème arrêté : application de la franchise ;
- 3ème arrêté : doublement de la franchise ;
- 4ème arrêté : triplement de la franchise ;
- 5ème arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse.

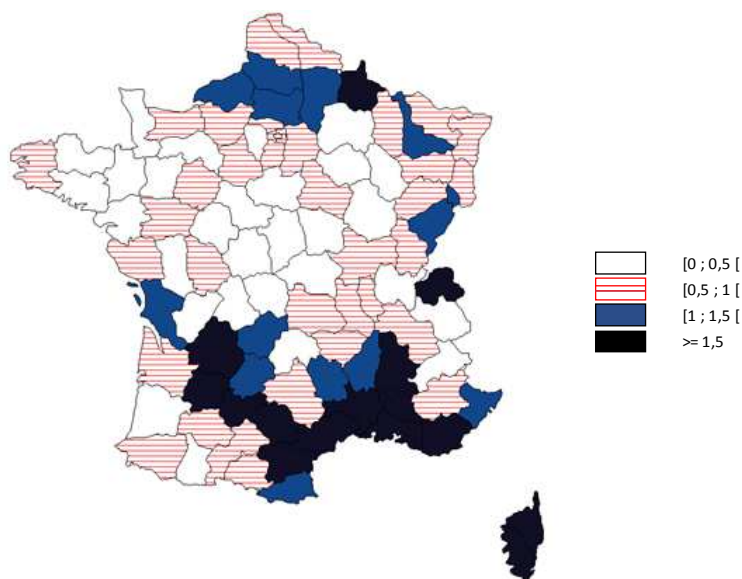
Franchise applicable	Nombre de communes									
	Inondations					Sécheresse				
	Vu fin 2008	Vu fin 2009	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012	Vu fin 2008	Vu fin 2009	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012
Doublee	546	568	552	561	554	171	172	197	207	344
Triplée	173	169	166	166	164	90	87	89	88	103
Quadruplée	38	38	38	36	36	40	43	44	44	44

3.2. Ventilation géographique des résultats sur la période 1988-2012

Nota : sont récapitulés ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2012. Il s'agit de statistiques observées en fin de 1ère année, c'est donc principalement **le péril inondation** qui est appréhendé.

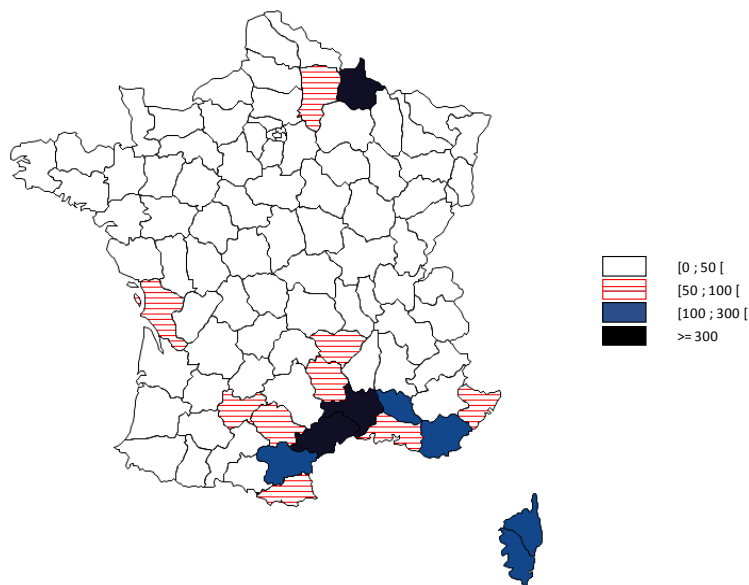
♦ Fréquence départementale des sinistres cumulée 1988-2012

A fin 2012 trois départements enregistrent une fréquence cumulée supérieure à 5 ‰ sur la période considérée : l'Hérault (7,1 ‰), le Gard (6,2 ‰) et les Ardennes (5,1 ‰).

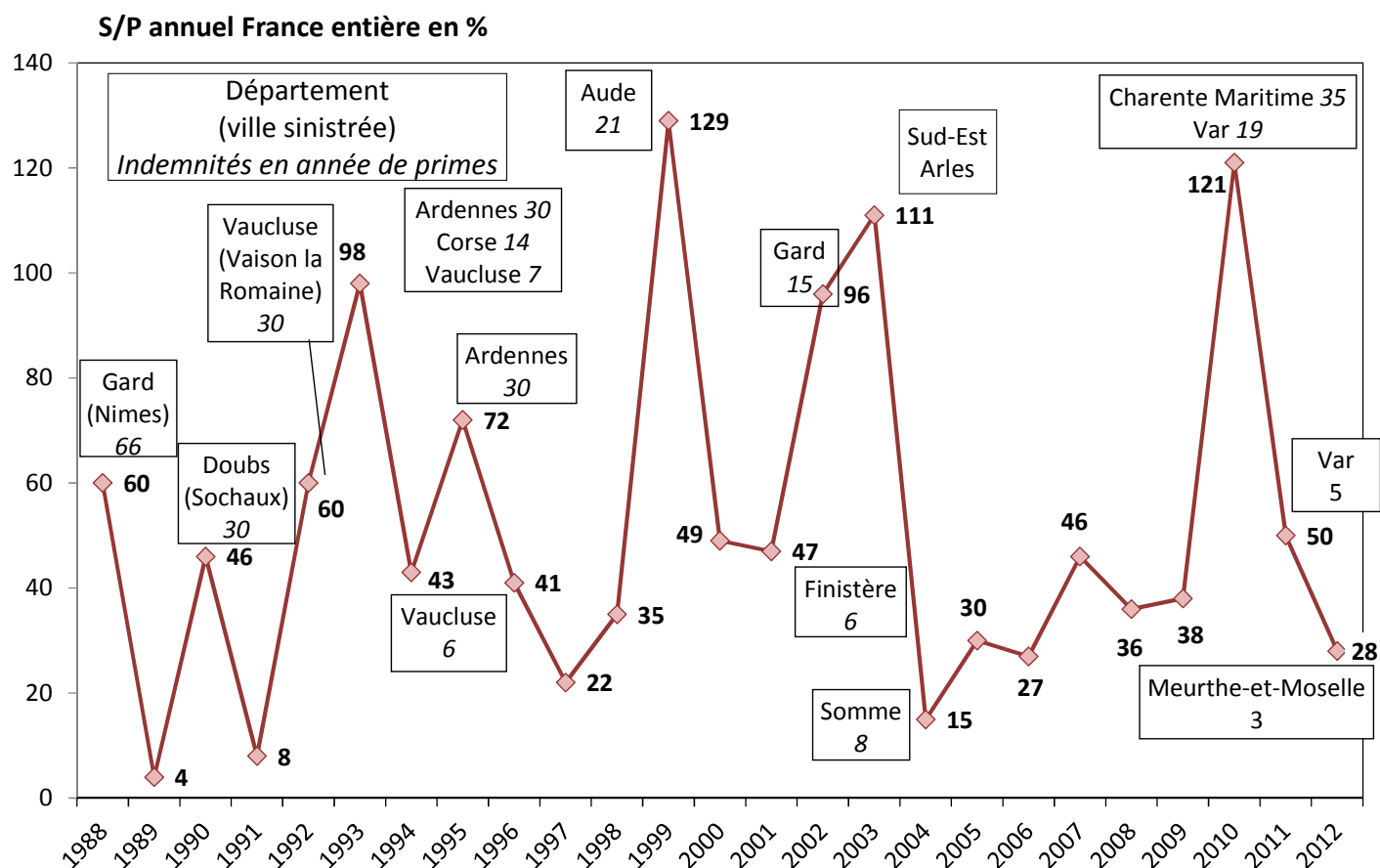


♦ Rapport S/P départemental cumulé 1988-2012

Sur la période 1988-2012, les départements les plus sinistrés en termes de rapport sinistres à primes sont le Gard, l'Hérault et les Ardennes qui enregistrent un S/P supérieur à 300 %, tandis que l'Aude, le Vaucluse, la Corse et le Var ont un S/P compris entre 100 % et 300 %.



♦ Comparaison par rapport aux principaux événements (hors sécheresse) sur la période 1988-2012



Lecture : Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard.
Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

3.3. Historique des principaux événements catastrophes naturelles depuis 1988

Événements dont le coût estimé est supérieur à 100 M€ actualisés			Coût pour le marché national	
Régime d'assurance	Exercice de survenance	Désignation de l'événement	en M€	en M€ constants*
Cat Nat	1988	Inondations Nîmes/octobre	288	637
Cat Nat	1989 à 2002	Subsidence	2 820	5 041
Cat Nat	1990	Inondations de Besançon/février	150	310
Cat Nat	1992	Inondations Vaison la Romaine/septembre	240	462
Cat Nat	1993	Inondations Bouches du Rhone/septembre	130	240
Cat Nat	1993	Crues du Rhone/octobre	190	351
Cat Nat	1993-1994	Inondations du Nord/décembre-février	110	203
Cat Nat	1995	Inondations du Nord/ janvier-février	350	604
Cat Nat	1996	Séisme d'Annecy/juillet	60	101
Cat Nat	1999	Inondations de l'Aude/novembre	290	465
Cat Nat	1999	Inondations Tempête Lothar et Martin/février	170	273
Cat Nat	2000	Inondations de Bretagne/décembre	70	108
Cat Nat	2002	Cyclone Dina - Réunion/janvier	90	131
Cat Nat	2002	Inondations du Gard/septembre	700	1 021
Cat Nat	2003	Inondations du Rhône/décembre	670	942
Cat Nat	2003	Subsidence	1 420	1 996
Cat Nat	2004-2010	Subsidence	825	1 001
Cat Nat	2005	Inondations Gard - Hérault/septembre	91	119
Cat Nat	2007	Cyclone Dean-Guadeloupe/août	190	222
Cat Nat	2008	Inondations du Centre-Est/novembre	160	178
Cat Nat	2010	Inondations Tempête Xynthia / février	745	800
Cat Nat	2010	Inondations du Var/juin	615	661
Cat Nat	2011	Inondations du sud de la France/novembre	215	221
Cat Nat	2011	Subsidence 2011	800	822
Cat Nat	2012	Subsidence	250	250
Total	25		11 639	17 161

* coût en euros 2012 revalorisé par l'indice FFB

Source FFSA-GEMA (en gras dans le tableau) et CCR

A ce jour, l'événement le plus coûteux répertorié est la sécheresse exceptionnelle de l'année 2003 (1 996 M€) suivi des inondations de septembre 2002 dans le Gard (1 021 M€).

4. LES INONDATIONS

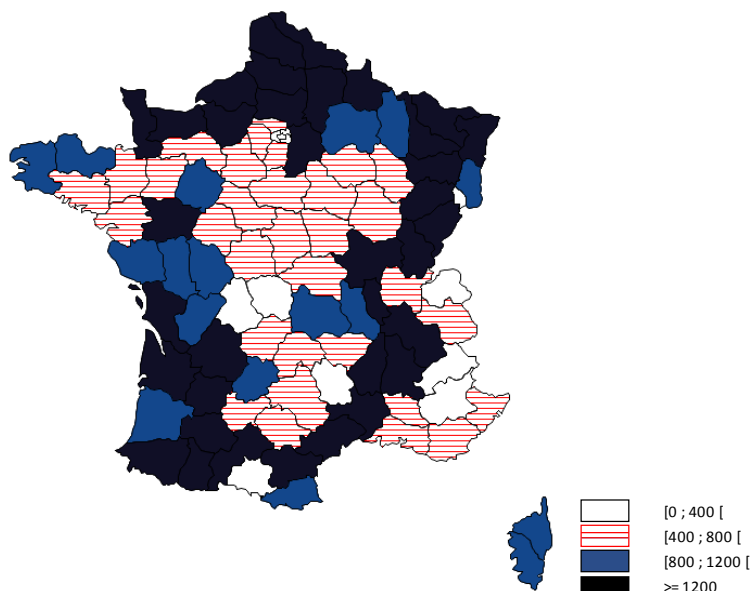
Dénombrement des communes sinistrées en inondation depuis 1982

- ♦ Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2012

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 06 février 2014

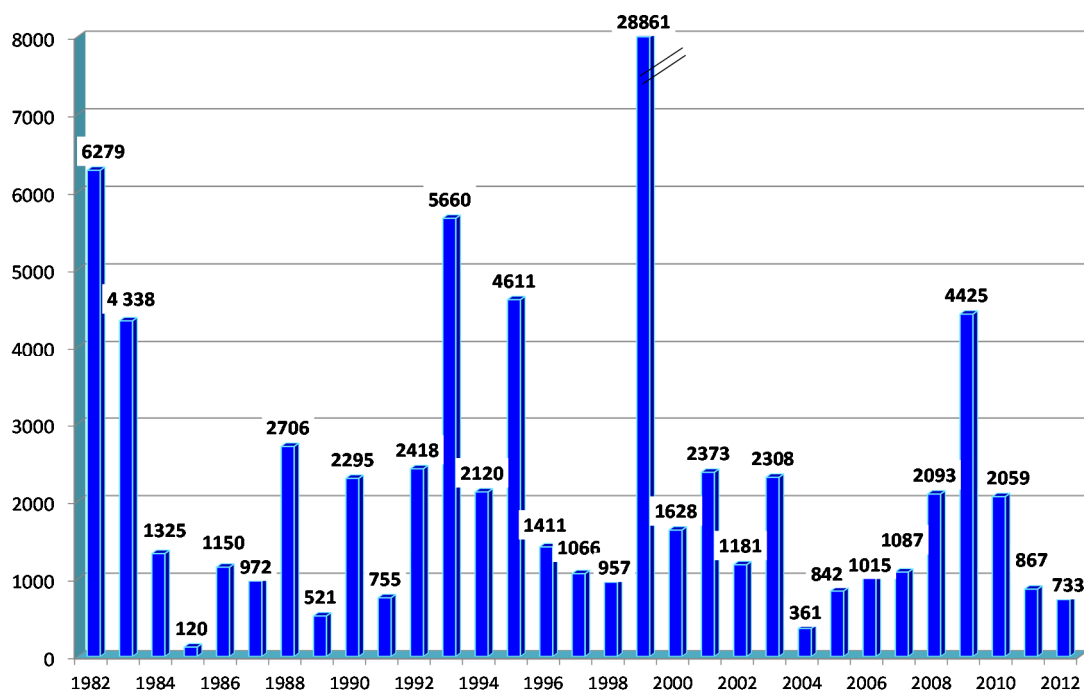
Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

En termes de nombres d'arrêtés inondations enregistrés depuis 31 ans, les communes du centre de la France apparaissent comme moins souvent concernées.



- ♦ Historique du nombre de communes sinistrées en inondation selon l'année de début de l'événement depuis 1982

Nota : une commune sinistrée est comptée une seule fois par année, mais elle peut être sinistrée plusieurs années et sera donc comptée plusieurs fois.

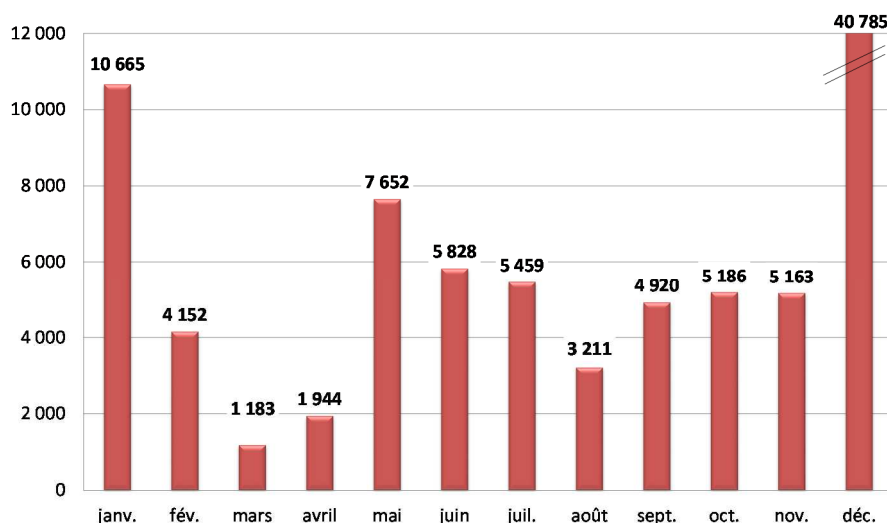


♦ *Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2012)*

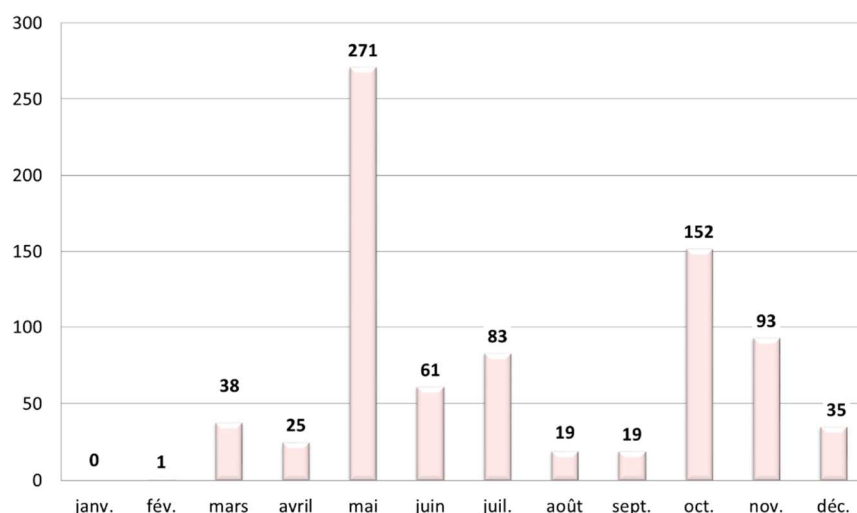
Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

Les mois de décembre et janvier concentrent 53,5 % du nombre de communes sinistrées. La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.

A l'opposé, les mois de mars et avril ont été jusqu'à présent relativement épargnés par les inondations, regroupant 3,3 % des communes sinistrées.



♦ *Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement en 2012*



L'année 2012 a vu la part du mois de mai sensiblement augmenter : 271 communes ont été déclarées sinistrées essentiellement suite aux inondations survenues dans l'est de la France en fin de mois.

5. LA SECHERESSE

5.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête. Dix-neuf sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 74 % des cotisations émises au titre des dommages aux biens des particuliers.

Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR. L'évaluation des exercices les plus récents est à considérer avec prudence car constituée principalement de provisions.

♦ Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2012

	Nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse		Nombre total de sinistres connus (en milliers)	Coût de la sécheresse à fin 2012	
	Déclarées au 06/02/2014	Déclarées à fin 2012		en M€	en M€ 2012 ⁽¹⁾
1989	3 574	3 574	12,5	230	488
1990	393	393	36,8	355	733
1991	1 196	1 196	24,5	250	493
1992	1 041	1 041	23,0	180	347
1993	802	802	23,0	190	351
1994	102	102	8,6	70	125
1995	331	331	18,0	130	225
1996	582	582	37,7	360	607
1997	341	341	32,2	280	465
1998	555	555	44,1	320	522
1999	88	88	12,2	110	177
2000	63	63	6,0	60	92
2001	15	15	3,5	30	45
2002	698	698	25,4	255	372
2003	4 437	4 437	137	1 420	1 996
2004	106	106	4,5	25	33
2005	2 186	2 186	30,0	320	417
2006	326	326	8,8	100	123
2007	248	248	9,4	110	129
2008	136	136	3,6	30	33
2009	599	599	14,0	200	223
2010	103	103	2,5	40	43
2011	2 300	2100	42,0	545	560
2012	614	0	0	0	0
Ensemble	20 836	20 022	559,3	5 610	8 599

(1) Réévalué par l'indice FFB

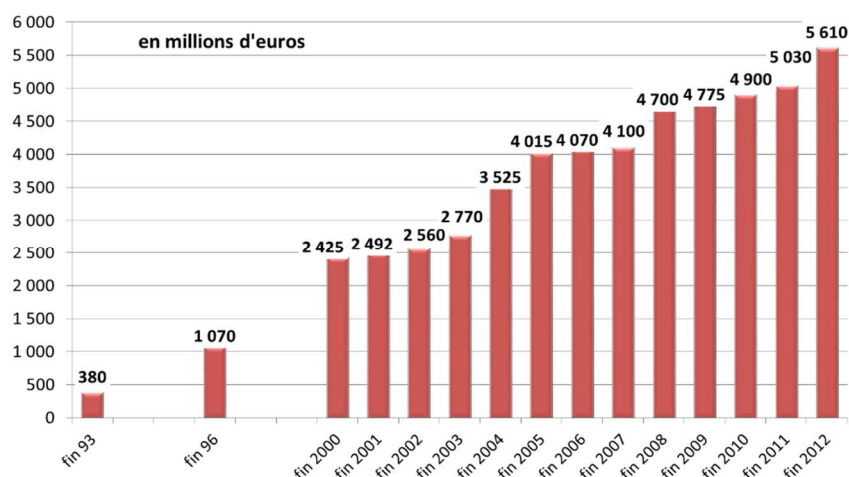
Par rapport à l'évaluation précédente, les charges imputables à des sinistres sécheresse survenus en 2005, 2007 et 2009 ont été réévaluées de respectivement 15 M€, 10 M€ et 20 M€ à fin 2012, tandis que la sécheresse de 2011 est évaluée à 545 M€ à fin 2012.

Par ailleurs, si aucun arrêté catastrophes naturelles concernant la sécheresse survenue en 2012 n'est paru au terme de l'exercice, le coût de cet événement pourrait in fine dépasser les 200 M€.

♦ *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2012*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 580 millions d'euros en 2012 (après 130 M€ en 2011), ce qui porte le coût total à 5,6 milliards d'euros à la fin 2012.

Le coût moyen actualisé des sinistres concernés est de l'ordre de 15 000 euros (tous exercices confondus).



Ainsi, à la fin 2012, 33 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

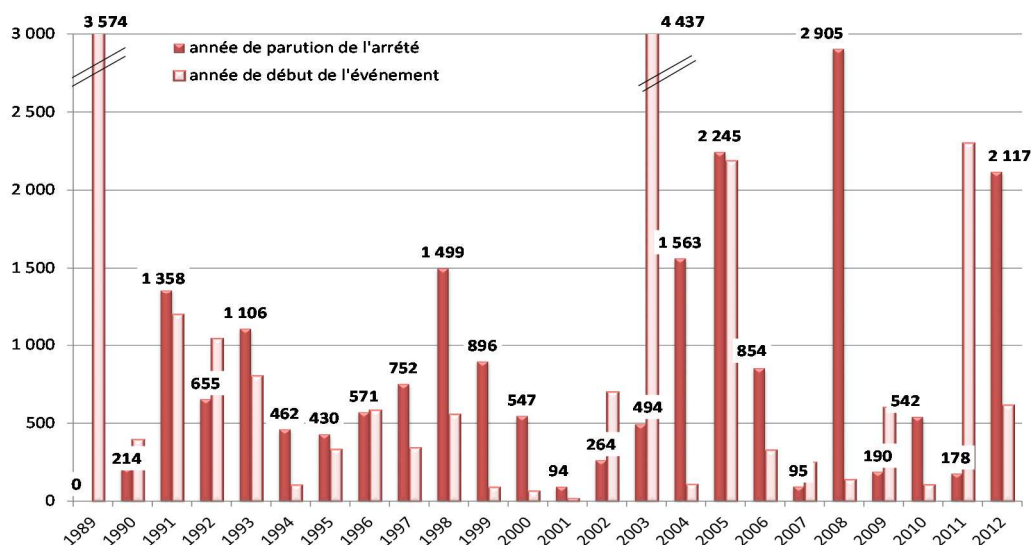
La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

5.2. Les arrêtés sécheresse

Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles (situation au 06/02/2014)

♦ *Historique du nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse*

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.



♦ *Répartition des communes sinistrées selon le nombre d'arrêtés sécheresse*

De 1988 à fin décembre 2012, 20 031 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 8 322 le nombre de communes différentes sinistrées (1 257 d'entre elles ont été touchées 5 fois ou plus).

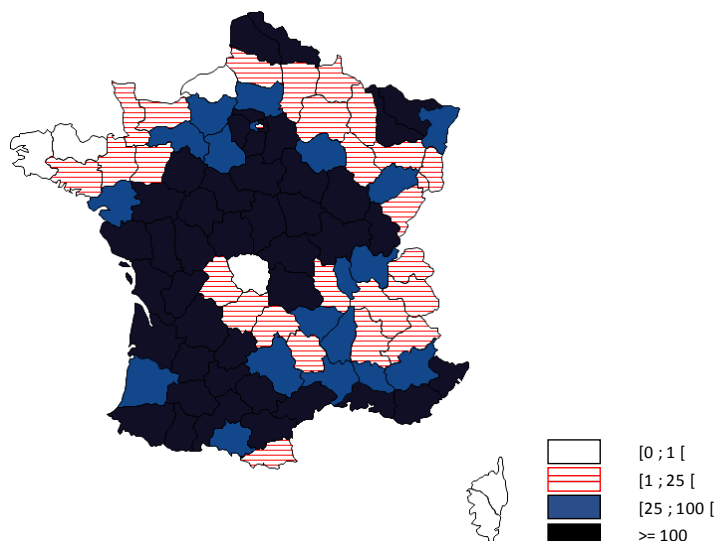
Nombre de fois touchées	Répartition (en %)
1	45,3
2	18,6
3	12,1
4	8,9
5 et +	15,1
Nbre de communes sinistrées	8 322

Lecture : 18,6 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.

- ♦ Dispersion des départements suivant le nombre de communes sinistrées en sécheresse

	Nombre de communes sinistrées en sécheresse
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	13,0
Médiane	81,0
Moyenne	219,4
3 ^{ème} quartile	239,5
9 ^{ème} décile	583,6
Maximum (31)	1632,0
Ecart type	343,1

- ♦ Répartition en nombre des communes sinistrées en sécheresse par département depuis 1988

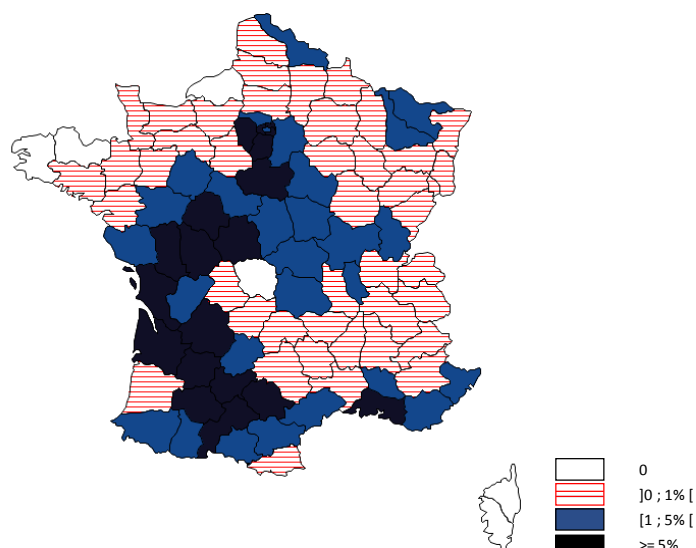


La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.

- ♦ Dispersion des départements suivant la fréquence* de la sécheresse

	Fréquence de la sécheresse en ‰
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	0,1
Médiane	1,0
Moyenne	2,8
3 ^{ème} quartile	3,9
9 ^{ème} décile	9,0
Maximum (82)	20,0
Ecart type	4,0

- ♦ Fréquence* de la sécheresse par département



Le Tarn-et-Garonne a enregistré une proportion de communes sinistrées par la sécheresse supérieure à 15 %, suivis par le Val-de-Marne, le Gers, le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, et la Dordogne avec des fréquences* comprises entre 10 % et 15 %.

* La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2012 (25 années) sur 25 fois le nombre de communes du département répertoriées.

6. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2012

Nota : les coûts moyens sont en euros 2012, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
01	AIN	0,5	11,9	20,3	5,2	6,4	12,8
02	AISNE	1,4	11,1	69,6	11,8	6,4	19,7
03	ALLIER	0,5	5,7	13,0	4,6	5,1	3,5
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,6	7,9	25,7	7,0	4,4	14,0
05	ALPES (HAUTES)	0,3	10,3	11,0	7,5	5,2	14,6
06	ALPES MARITIMES	1,3	13,7	54,6	9,7	8,3	7,9
07	ARDECHE	1,0	7,8	37,9	5,9	5,9	20,2
08	ARDENNES	5,1	17,1	301,4	9,9	16,1	15,8
09	ARIEGE	0,7	9,0	23,0	12,6	6,4	14,9
10	AUBE	0,2	5,9	3,5	5,0	12,3	5,4
11	AUDE	3,8	12,7	253,7	10,9	7,1	16,4
12	AVEYRON	0,8	11,7	49,3	5,8	8,4	22,5
13	BOUCHES DU RHONE	1,7	11,1	64,9	6,9	8,9	13,5
14	CALVADOS	0,9	8,6	28,0	7,7	5,2	9,1
15	CANTAL	0,4	6,5	9,0	4,8	3,8	7,2
16	CHARENTE	0,4	6,8	5,4	6,0	5,6	7,0
17	CHARENTE MARITIME	1,3	26,7	75,4	25,1	9,9	36,9
18	CHER	0,5	4,5	5,6	4,6	2,2	6,1
19	CORREZE	1,0	13,3	33,6	14,5	4,2	15,6
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,4	15,6	120,1	10,2	12,4	21,3
21	COTE D'OR	0,3	5,9	4,9	5,1	4,9	4,6
22	COTES D'ARMOR	0,4	7,8	12,4	5,3	5,8	12,9
23	CREUSE	0,1	4,5	1,8	5,3	2,5	3,3
24	DORDOGNE	1,7	5,5	28,8	6,9	4,6	1,5

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2012

Nota : les coûts moyens sont en euros 2012, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
25	DOUBS	1,1	16,7	39,2	5,6	8,2	28,2
26	DROME	1,5	8,5	48,8	6,1	4,9	7,6
27	EURE	0,9	5,7	20,0	5,5	4,7	4,6
28	EURE ET LOIR	0,6	6,4	12,0	6,6	4,5	6,6
29	FINISTERE	0,7	15,0	42,3	10,2	6,6	28,5
30	GARD	6,2	15,0	424,0	8,7	12,0	21,6
31	GARONNE (HAUTE)	0,7	8,8	23,1	11,0	7,9	6,8
32	GERS	0,9	5,5	26,4	4,9	7,4	5,1
33	GIRONDE	0,6	9,9	21,2	9,9	7,1	12,1
34	HERAULT	7,1	11,8	337,4	4,9	5,0	14,5
35	ILLE ET VILAINE	0,5	9,1	12,3	7,1	5,3	10,9
36	INDRE	0,3	5,5	7,4	5,2	5,4	6,4
37	INDRE ET LOIRE	0,4	6,9	9,4	8,2	8,0	4,7
38	ISERE	0,6	12,5	20,2	8,5	9,2	19,1
39	JURA	0,6	6,1	8,9	5,2	2,7	5,1
40	LANDES	0,3	5,1	5,6	3,9	3,6	4,9
41	LOIR ET CHER	0,5	5,5	9,7	5,5	6,8	5,6
42	LOIRE	0,6	7,9	16,6	5,2	4,3	10,7
43	LOIRE (HAUTE)	0,7	19,8	74,0	5,5	6,5	52,2
44	LOIRE ATLANTIQUE	0,3	20,0	10,0	4,5	5,1	23,8
45	LOIRET	0,3	5,6	10,8	5,6	3,5	3,7
46	LOT	1,3	9,6	42,0	7,2	3,5	1,1
47	LOT ET GARONNE	2,0	6,3	43,9	9,7	3,6	2,3
48	LOZERE	1,5	11,9	70,8	7,3	6,2	13,8

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2012

Nota : les coûts moyens sont en euros 2012, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
49	MAINE ET LOIRE	0,5	8,2	14,5	7,8	13,1	10,2
50	MANCHE	0,4	6,2	11,2	5,1	3,3	7,4
51	MARNE	0,4	7,1	9,8	6,9	5,6	5,5
52	MARNE (HAUTE)	0,4	6,2	12,3	6,1	15,0	6,2
53	MAYENNE	0,4	5,5	5,0	3,8	8,4	5,3
54	MEURTHE ET MOSELLE	1,2	7,5	14,8	6,1	7,9	10,2
55	MEUSE	1,0	4,9	14,6	2,9	7,9	3,4
56	MORBIHAN	0,4	6,0	11,3	5,5	5,5	6,3
57	MOSELLE	0,6	8,5	5,4	5,3	4,4	15,4
58	NIEVRE	0,4	5,7	10,2	4,4	3,5	4,7
59	NORD	0,6	6,5	13,7	4,6	7,9	4,3
60	OISE	1,1	11,7	46,5	12,2	11,3	31,2
61	ORNE	0,4	11,3	6,9	4,3	5,7	4,1
62	PAS DE CALAIS	1,0	6,7	22,1	5,3	8,7	6,8
63	PUY DE DOME	0,6	7,4	21,1	6,4	7,4	8,2
64	PYRENEES ATLANTIQUES	0,9	10,6	34,8	7,1	8,8	17,6
65	PYRENEES (HAUTES)	0,4	10,8	27,0	6,8	6,8	6,4
66	PYRENEES ORIENTALES	1,4	8,1	58,4	5,6	6,4	6,6
67	RHIN (BAS)	0,6	5,3	2,8	4,2	2,9	5,8
68	RHIN (HAUT)	0,5	6,8	3,3	5,9	4,5	7,1
69	RHONE	0,6	10,5	15,1	7,5	6,2	10,8
70	SAONE (HAUTE)	0,8	8,1	13,6	4,6	3,4	3,4
71	SAONE ET LOIRE	0,5	6,2	10,3	5,2	3,9	5,2
72	SARTHE	0,7	7,8	15,7	7,3	10,7	8,8

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 – 2012

Nota : les coûts moyens sont en euros 2012, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
73	SAVOIE	0,4	8,8	12,1	6,6	8,7	7,6
74	SAVOIE (HAUTE)	1,8	7,0	37,4	7,2	5,1	6,0
75	PARIS	0,5	13,1	7,3	8,0	16,7	13,5
76	SEINE MARITIME	1,2	8,9	42,7	7,0	9,2	9,1
77	SEINE ET MARNE	0,6	9,0	13,6	4,9	7,5	7,5
78	YVELINES	0,4	9,4	7,7	6,6	10,9	8,9
79	SEVRES (DEUX)	0,3	7,6	3,6	6,3	2,7	2,6
80	SOMME	1,0	9,5	32,4	7,7	4,6	12,7
81	TARN	1,8	14,9	89,7	7,0	6,5	22,1
82	TARN ET GARONNE	1,6	9,5	71,6	10,1	7,5	17,1
83	VAR	2,2	14,3	110,0	9,5	5,7	26,7
84	VAUCLUSE	2,8	14,4	157,0	9,9	13,4	23,1
85	VENDEE	0,6	24,0	40,3	35,8	9,1	35,5
86	VIENNE	0,6	5,6	6,6	4,1	9,2	5,0
87	VIENNE (HAUTE)	0,3	16,5	18,3	10,3	5,2	21,9
88	VOSGES	1,0	9,9	14,8	5,1	3,7	3,2
89	YONNE	0,5	6,3	7,5	4,0	6,6	6,2
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,1	9,4	13,0	6,1	5,1	11,0
91	ESSONNE	0,7	8,3	13,0	4,8	6,3	5,1
92	HAUTS DE SEINE	0,6	11,5	14,2	3,2	6,7	6,5
93	SEINE ST DENIS	0,7	8,3	17,0	3,9	6,7	4,7
94	VAL DE MARNE	0,6	7,2	9,3	3,9	6,9	2,7
95	VAL D'OISE	0,7	10,5	22,1	7,3	8,0	17,1



ANNEXES

(Tous les montants sont exprimés en euros)

1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

- (1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACPR n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.

■ Evolution des cotisations (en millions d'euros)

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(r)	2012
Cotisations ACPR ⁽¹⁾ (primes nettes)	747	773	766	763	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 244	1 270	1 293	1 282	1 300	1 364	1 424
Variations (en %)	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 4,4

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008®	2009	2010	2011	2012
Cotisations extrapolées ⁽²⁾ (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418	1 486
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0	+ 2,1	- 2,8	+ 1,0	+ 5,0	+ 4,8

- (2) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

■ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,4	62,5	71,0	70,3	66,2	55,5	44,4	45,3	44,1	42,3	43,0	45,2	47,1	48,9	51,3

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	43,9	46,1	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8	58,0	58,6	55,4	57,0	56,9

▪ Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)

Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249	284	367	427	393
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406	349	300	310	230
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655	633	667	738	623

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Assureurs directs	254	313	344	301	294	291	301	255*	241	246	240	156	158	167
CCR	155	261	426	591	340	418	531	900	1 271	1 697	2 026	1 932	2 259	2 512
Ensemble	409	574	770	892	634	708	832	1 155	1 512	1 943	2 266	2 088	2 417	2 679

*Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€.

Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-1994)

▪ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables A1

<i>En millions d'euros</i>	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
RESSOURCES													
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53
CHARGES													
Prestations et frais ⁽¹⁾	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742
Dotations aux provisions ⁽²⁾	173	-6	-98	-35	8	89	146	-211	64	155	232	355	-288
<i>Sous- total sinistres</i>	<i>176</i>	<i>311</i>	<i>34</i>	<i>1</i>	<i>34</i>	<i>173</i>	<i>426</i>	<i>-23</i>	<i>298</i>	<i>254</i>	<i>571</i>	<i>903</i>	<i>455</i>
<i>Sous- total chargements</i>	<i>9</i>	<i>35</i>	<i>99</i>	<i>113</i>	<i>122</i>	<i>131</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>154</i>	<i>172</i>	<i>165</i>	<i>164</i>	<i>171</i>
REASSURANCE													
Primes acquises aux réassureurs	47	197	303	338	330	291	245	260	265	257	275	299	343
Part des réassureurs dans les charges ⁽³⁾	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293
<i>Solde de réassurance⁽⁴⁾</i>	<i>-99</i>	<i>-150</i>	<i>210</i>	<i>264</i>	<i>238</i>	<i>127</i>	<i>-24</i>	<i>211</i>	<i>70</i>	<i>107</i>	<i>-28</i>	<i>-225</i>	<i>51</i>
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁵⁾	-1	2	-43	-43	-53	-71	-50	-114	-20	-26	43	106	-58
Résultat technique	35	-4	48	69	55	44	-3	169	96	92	27	-15	44

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(4) Primes acquises aux réassureurs – part des réassureurs dans les charges

(5) Dotations aux autres provisions techniques

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE DEPUIS 1995

■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables C1

En millions d'euros	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total depuis 1982
RESSOURCES																			
Primes nettes ⁽¹⁾	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418	1 486	27 302
Produits Financiers	41	40	54	75	115	109	85	50	65	75	76	102	93	81	60	65	48	46	1 674
CHARGES																			
Prestations et frais ⁽²⁾	658	451	336	409	515	853	627	817	707	901	470	494	631	691	708	1 432	677	605	15 011
Dotations aux provisions ⁽³⁾	56	83	178	494	543	-471	-144	40	638	-379	396	-108	60	21	-130	13	-32	138	1 981
<i>Sous- total sinistres</i>	714	535	514	903	1 058	382	484	857	1345	522	867	386	691	712	577	1 444	645	758	17 007
<i>Sous- total chargements</i>	128	139	141	138	148	174	184	194	191	215	218	209	210	237	227	230	233	244	5 068
REASSURANCE																			
Primes acquises réassureurs	373	406	344	362	372	578	600	647	774	793	767	784	806	798	784	748	809	846	15 042
Part des réassureurs dans les charges ⁽⁴⁾	474	302	277	520	708	180	243	595	821	301	449	193	415	359	301	835	298	404	10 372
<i>Solde de réassurance ⁽⁵⁾</i>	-100	103	67	-158	-335	399	358	52	-47	492	318	591	391	439	483	-87	511	442	4 671
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁶⁾	22	64	65	- 36	-144	63	28	-38	-3	- 21	+ 30	+ 23	-14	4	0	- 81	0	15	- 350
Résultat technique	56	50	120	- 25	23	114	91	62	- 204	118	-22	+ 227	134	59	100	- 188	51	68	1 490

(1) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

(2) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(3) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(4) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(5) Primes acquises aux réassureurs – part des réassureurs dans les charges

(6) Dotations aux autres provisions techniques

▪ Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance

Source : états comptables B10/C10

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les charges sont alors estimées à 100 % du marché à partir du rapport S/P des états C10.

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1 ^{ère} année	370	310	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	305	580	340	210
5 ^{ème} année	345	325	24	15	55	200	335	163	584	217	485	698	380	710	690	470

VU FIN DE	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total depuis 1982
1 ^{ère} année	335	1 030	490	490	1 095	1 380	195	395	355	615	500	515	1 635	710	420	14 232
5 ^{ème} année*	455	805	420	385	1 200	2 250	170	555	315	640	500	490	1 455	1 140	420	16 896

* Fin de 5^{ème} année ou dernier état connu

▪ « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996
1 ^{ère} année	421	99	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42	76	43
2 ^{ème} année			6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47	86	63
3 ^{ème} année			6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49	90	84
4 ^{ème} année			6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48	95	88
5 ^{ème} année	391	102	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52	93	87

VU FIN DE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1 ^{ère} année	27	43	129	49	47	96	111	15	30	27	46	36	38	121	50	28
2 ^{ème} année	54	55	114	49	42	96	136	12	25	24	47	41	31	117	80	
3 ^{ème} année	61	54	106	43	39	102	170	12	31	25	48	40	36	108		
4 ^{ème} année	60	57	101	42	38	106	173	13	41	24	47	37	36			
5 ^{ème} année	60	58	101	42	37	105	181	13	42	24	47	36				

■ Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1 ^{ère} année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38	60	37	22
2 ^{ème} année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77	80	52	37
3 ^{ème} année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84	84	57	50
4 ^{ème} année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87	87	69	63
5 ^{ème} année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84	89	78	77
6 ^{ème} année													80	78

VU FIN DE	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1 ^{ère} année	11	15	18	30	43	11	10	14	10	26	22	18	58	10	19
2 ^{ème} année	32	72	59	68	77	48	45	39	39	56	64	45	79	24	
3 ^{ème} année	46	82	76	80	80	48	56	36	42	64	74	47	89		
4 ^{ème} année	61	90	83	89	84	57	59	35	52	74	84	59			
5 ^{ème} année	71	92	87	93	89	67	64	49	62	81	90				
6 ^{ème} année	76	92	85	92	91	76	61	62	76	86					

2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES

Source : Enquête FFSA/GEMA

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1^{ère} année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2	1,8	1,2
Entreprises ⁽¹⁾	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0	3,8	1,7
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8	2,3	1,7
Ensemble	12,5	6,7	0,3	0,1	0,5	5,3	1,6	0,4	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3

Fréquence en ‰	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Particuliers	0,8	1,1	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3
Entreprises ⁽¹⁾	1,2	1,7	5,2	3,9	1,5	} 2,1	2,2	0,5	0,7	0,2	0,8	0,6	0,6	1,7	1,1	0,4
Agricoles	1,0	1,9	7,0	0,4	nd											
Ensemble	0,9	1,2	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3

* Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

